

ATTENDU QU'il est opportun pour le Québec de signer l'entente proposée;

ATTENDU QUE le gouvernement a confié au ministère de la Solidarité sociale, conjointement avec le Secrétaire aux affaires intergouvernementales canadiennes et le ministère de la Famille et de l'Enfance le soin de négocier avec le gouvernement fédéral le financement par ce dernier de la clause de dénuement mise sur pied par le Québec pour éviter que les familles prestataires de la sécurité du revenu ne subissent une baisse de leur revenu disponible en raison de la mise en place de la Prestation nationale pour enfants;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Solidarité sociale et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE soit approuvé le Procotole d'entente à intervenir entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada concernant l'aide transitoire admissible et la Prestation nationale pour enfants, dont le texte sera substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'au nom du gouvernement du Québec, le sous-ministre de la Solidarité sociale soit autorisé à signer ce protocole d'entente conjointement avec le Secrétaire général associé aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le ministre de la Solidarité sociale, la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes débutent la négociation avec le gouvernement fédéral concernant le remboursement par ce dernier de la clause de dénuement liée à la Prestation nationale pour enfants.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

31976

Gouvernement du Québec

Décret 457-99, 21 avril 1999

CONCERNANT le Programme de recherche universitaire en sécurité routière

ATTENDU QUE le ministre des Transports doit, en vertu du paragraphe *k* de l'article 3 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., c. M-28), favoriser l'étude et les recherches scientifiques dans le domaine des transports et de la voirie;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 10 de cette loi, le ministre peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme pour faciliter l'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE en vertu des articles 3 et 4 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 22) et ses modifications subséquentes, adopté en vertu de l'article 49 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$ à moins d'être effectué conformément à des normes approuvées par le gouvernement et de ne pas excéder le solde disponible des montants du poste budgétaire de la programmation budgétaire sur lequel il est imputable;

ATTENDU QU'il y a lieu de pourvoir pour une période de cinq ans le Programme de recherche universitaire en sécurité routière lancé en 1996 pour une durée de trois ans par le ministre des Transports, la Société de l'assurance automobile du Québec et le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, institué en vertu de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., c. D-9.1);

ATTENDU QU'une entente à cet effet doit être conclue par les mêmes partenaires prévoyant notamment pour le ministre des Transports le versement d'une subvention d'un montant total de 2 000 000 \$ à raison de 400 000 \$ par année;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports:

QUE le ministère des Transports soit autorisé à conclure une entente avec la Société de l'assurance automobile du Québec et le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche pour la poursuite, pour une période de cinq ans, du Programme de recherche universitaire en sécurité routière;

QU'il soit autorisé à verser à cette fin, à même les crédits prévus au programme de subventions du ministère, une subvention totale ne dépassant pas 2 000 000 \$, à raison de 400 000 \$ par année à compter de l'année financière 1999-2000.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

31977